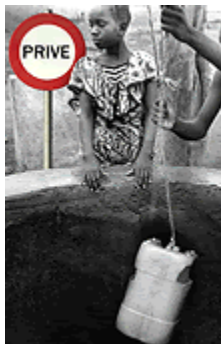




L'eau n'obéit pas aux règles du marché!



Dans le London Financial Times (1/9/05), le Secrétaire général de l'ISP, Hans Engelberts, déclare que les services publics sont les mieux placés pour assurer la distribution d'eau aux pauvres de ce monde car l'eau n'obéit pas aux règles habituelles du marché. Presque tous les analystes dignes de ce nom reconnaissent maintenant,

après 15 années de privatisation, que l'expérience n'a pas atteint l'objectif escompté : approvisionner en eau celles et ceux qui en sont privés. Même la Banque mondiale reconnaît régulièrement que ses politiques de privatisation de l'eau ont échoué. Entre autres contradictions, un écueil évident est à l'origine de cet échec : les multinationales ont constaté qu'il leur était impossible de faire de l'argent sur le dos des pauvres, même avec les prêts de la Banque mondiale et les garanties gouvernementales. L'ISP appelle maintenant à un réseau mondial de partenariats public-public, dans le cadre duquel les sociétés publiques de distribution d'eau florissantes aident systématiquement celles qui n'ont pas cette chance.

Solidarité pour la Nouvelle-Orléans



L'ISP a présenté ses condoléances aux affiliés américains et proposé son aide après les ravages causés par l'ouragan Katrina. La fragilité des autorités régionales et

municipales, systématiquement sous-financées, est montrée du doigt. Le gouvernement fédéral a supprimé 71,2 millions d'USD du budget du génie civil de la Nouvelle-Orléans, soit une réduction de 44%. Un très grand nombre de secouristes ont été envoyés en Irak, sans être remplacés. La planification des mesures d'urgence, ainsi que les projets de renforcement des digues, de consolidation du littoral et de modernisation des systèmes de pompage, ont tous été reportés à une date indéterminée par manque de fonds. Le secteur privé était censé proposer des solutions. Le parti travailliste britannique rappelle les propos de l'ultra-libéral Grover Norquist, « Je ne veux pas supprimer le gouvernement, je veux juste le ramener à une dimension où il pourra être noyé

dans une baignoire », et conclut que « La Nouvelle-Orléans est devenue cette baignoire ». Alors que chaque jour apporte son lot de tristes découvertes causées par les négligences, Bill Lucy, Secrétaire-trésorier de l'[AFSCME](http://www.afscme.org), déclare : « Les services publics de qualité ne sont pas qu'un droit démocratique pour chaque citoyen : ils sont l'essence même de la démocratie ! »

Le bandeau blanc fait à nouveau parler de lui



L'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, la plus grande

campagne internationale de lutte contre la pauvreté jamais organisée, était aux avant-postes de l'une des plus anciennes manifestations du Jour du travail. Organisée à New York le 10 septembre, cette manifestation visait à dire « Non à la pauvreté » et « Oui à l'emploi décent et aux droits des travailleurs ». L'AMCP et les organisateurs de la manifestation souhaitaient envoyer un message fort et solidaire aux 170 dirigeant(e)s mondiaux sur le point de se rencontrer à New York pour le Sommet mondial des Nations Unies. Les syndicats du secteur public ont pour leur part conjugué la campagne du bandeau blanc à la Journée en faveur de services publics de qualité. L'ISP compile actuellement des témoignages et photographies, qu'elle publiera dans le prochain numéro du Flash ISP.

Quand le syndicalisme se bat contre la corruption



On oublie souvent que les syndicats se battent aussi contre la corruption. Pour Annie Geron, Secrétaire générale de PSLINK aux Philippines, ce combat est fondamental pour les syndicats et la société civile. PSLINK

représente les agent(e)s de la fonction publique et s'emploie à lutter vigoureusement contre la corruption dans le secteur public et à améliorer l'image des fonctionnaires. Dans une nouvelle étude de cas, disponible dans la Banque de ressources de l'ISP, Annie retrace l'historique du syndicat. Elle estime que la solidarité internationale a joué un rôle essentiel dans la réussite de PSLINK, et qu'elle lui doit probablement la vie – les nombreuses pétitions et lettres de l'ISP et de ses affiliés du monde entier l'ont rendue « trop visible pour

disparaître ». Ce témoignage émouvant sera traduit et publié dans le prochain numéro de FOCUS.

Toujours à propos de la corruption...



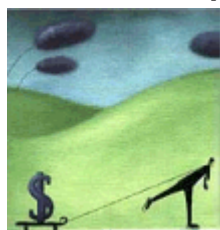
Après avoir créé et dirigé Transparency International (TI) pendant 12 ans, Peter Eigen quitte son poste de président de l'association. L'ancien directeur de la Banque mondiale, qui a considérablement œuvré à la

participation des syndicats et de l'ISP en matière de transparence, a apporté une contribution inestimable à la bonne gestion d'entreprise. Quelques exemples des activités menées par TI (en plusieurs langues) : le rapport mondial sur la corruption

(www.globalcorruptionreport.org/download.html) ou les études nationales

(www.transparency.org/surveys/index.html). Les travailleurs(euses) qui souhaitent communiquer des informations et lutter contre la corruption peuvent aussi contacter UNICORN : unicorn@againstcorruption.org

La santé aux privilégié(e)s



Les États-Unis enregistrent un taux de pauvreté croissant depuis quatre ans. Le Bureau du recensement indique que 4,6 millions de personnes de plus qu'en 2001 ne sont pas couvertes par une assurance-maladie. Sur les 132 millions

d'Américain(e)s actifs, seuls 97 millions sont couverts par une assurance-maladie. Le nombre de salarié(e)s disposant d'une assurance contractée par l'employeur est également en diminution pour la quatrième année consécutive.

Les syndicats britanniques réclament l'équité salariale



Les syndicats britanniques appellent le gouvernement à saisir cette occasion « qui ne se représentera pas » de légiférer pour combler les disparités salariales entre

hommes et femmes. Trente ans après l'adoption de la loi sur l'équité salariale, les femmes gagnent toujours près d'un cinquième (18%) de moins que leur collègues masculins. Ce fossé s'élargit à 40% pour les contrats à temps partiel. La Présidente de la Commission gouvernementale sur les inégalités salariales, Margaret Prosser, déclare : « Des fonds... devraient être dégagés pour résorber les inégalités salariales qui persistent dans le secteur public, plutôt que de dépenser des fortunes en avocats à essayer de légitimer les inégalités du système actuel devant les tribunaux. » Les femmes représentent 64% des effectifs

publics britanniques. Cette année, Unison a remporté une victoire historique en obtenant l'équité salariale pour 1500 de ses membres travaillant dans deux hôpitaux du NHS. La nouvelle a provoqué de vifs remous dans le secteur public, car les employeurs envisagent toutes les conséquences des procédures judiciaires entamées par les syndicats à cause de l'inaction du gouvernement.

Les pauvres deviennent plus pauvres



Dix-huit des pays les plus pauvres au monde, comptant au total 460 millions d'habitant(e)s, sont aujourd'hui dans une situation plus précaire qu'il y a 15 ans, comme l'indique un nouveau rapport des Nations

Unies. Douze de ces pays se situent en Afrique subsaharienne. Leur infortune est étroitement liée à la propagation du VIH/SIDA et aux guerres civiles. Les six autres sont d'anciens États soviétiques d'Asie centrale et d'Europe orientale. Leur régression participe essentiellement de la diminution de l'espérance de vie et de l'instabilité économique. Depuis 1990, le revenu par habitant des pays riches a augmenté de 6 070 USD (en prix constants), tandis que l'aide a chuté de 1 USD par habitant. Le rapport demande une évolution de la politique menée en matière d'aide, d'échanges commerciaux et de sûreté. Il est disponible en français, en espagnol et en anglais à l'adresse hdr.undp.org/reports/global/2005

Une liste de vérification pour évaluer l'externalisation



L'Institut danois des droits humains vient de publier un rapport intitulé *The Accountability of Business in Relation to Human Rights*. Celui-ci contient une liste de vérification qui

sera utile à celles et ceux qui souhaitent enquêter sur la situation politique et économique d'un pays (en matière d'externalisation). Les syndicats danois ont trouvé cette liste de vérification très utile, et la recommandent aux syndicats des pays qui investissent massivement à l'étranger, ainsi qu'à ceux des pays « ciblés » par ces investissements. Cette liste de vérification est disponible en danois et en anglais à l'adresse communications@world-psi.org

La solution, c'est l'emploi productif !



En Asie-Pacifique, les gouvernements doivent veiller à promouvoir le plein emploi, productif et décent, pour réussir à faire reculer la pauvreté. C'est ce qu'indique un nouveau rapport de la Banque asiatique de développement (BAD).

« La pauvreté a des causes multiples, mais au bout du compte, les pauvres sont pauvres parce qu'ils ne gagnent pas assez d'argent... Pour endiguer la pauvreté... les gouvernements doivent instaurer un climat plus propice aux emplois productifs pour un salaire convenable » déclare Ifzal Ali, Économiste en chef de la BAD. Au moins 500 millions de personnes sur le 1,7 milliard que compte la population active totale sont concernées par le chômage ou le sous-emploi. Le rapport préconise entre autres une collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour générer des activités non-traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre. Il souligne que les politiques de promotion de la croissance ne seront fructueuses que si les gouvernements améliorent la qualité du capital humain (notamment par l'éducation et la formation).

Des partenariats qui marchent !



Le groupe de défense des droits des travailleurs(euses) American Rights at Work vient de publier une liste des entreprises américaines qui collaborent

fructueusement avec les syndicats qui représentent leurs salarié(e)s (dont l'AFSCME, la SEIU et l'AFT). Cette liste, « Les partenariats qui marchent », décrit les relations entre direction et personnel qui répondent aux besoins des travailleurs(euses) sans déroger aux objectifs commerciaux de l'entreprise. Selon ce rapport, les neuf employeurs de la liste « vont à contre-courant de la tendance actuelle au 'nivellement par le bas', tout en définissant de nouvelles normes pour les relations sociales du 21^{ème} siècle. » Ce rapport est disponible à l'adresse communications@world-psi.org

Santé : incohérences et illogismes



Un récent ouvrage de John Lister sur la santé publique dans le monde (voir le numéro d'août du Flash ISP) révèle que les dépenses de santé sont la plupart du temps inversement proportionnelles au volume de maladies. D'autres études en

provenance du Royaume-Uni indiquent maintenant que ce sont les plus démunis qui ont le moins accès aux services publics. La Joseph Rowntree Foundation (JRF) a ainsi rassemblé des preuves de cette disponibilité de soins qui tend à varier en fonction inverse des besoins de la population, baptisée en anglais « inverse care law ». Le rapport sur les soins de santé révèle par exemple que les quartiers qui comptent le plus de personnes en mauvaise santé sont aussi ceux où l'on dénombre le moins de médecins et de dentistes. Voir <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Society/documents/2005/09/01/JRF.pdf>

Documents sur la politique sociale : nous avons besoin de vous !



Le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV) aide le réseau d'études des

syndicats mondiaux à préparer une page Internet sur la politique sociale. La mondialisation et l'évolution démographique font peser d'intenses pressions sur les régimes de sécurité sociale et, dans beaucoup de pays, les systèmes de retraite et de soins de santé sont remis en question. L'ACTRAV invite les syndicats à lui envoyer par courrier électronique des études, rapports politiques ou autres informations sur les retraites et la santé, et en particulier des documents sur la durabilité financière et la contribution de la sécurité sociale au développement économique. Ces documents seront publiés sur le site, dans la langue d'origine. Merci de les envoyer à hoffer@ilo.org.

Normes internationales du travail



L'OIT vient de publier une brochure sur des sujets très variés comme le travail forcé des enfants, la liberté syndicale et la négociation collective, l'égalité des chances et d'autres

questions relatives au travail. Intitulée « Les règles du jeu », cette brochure vise un public de non-spécialistes et a pour but de sensibiliser l'ensemble du public aux normes du travail. L'importance des Conventions et Recommandations de l'OIT y est traitée, ainsi que la façon dont elles sont mises en œuvre et supervisées. Adoptées par les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs(euses), les normes du travail couvrent instaurent un cadre international de promotion de la justice sociale dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Cette brochure est disponible en anglais, français et espagnol. Une version en arabe est en préparation. Voir

<http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2005/33.htm>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le Flash ISP par courrier électronique, merci de répondre à ce message en mentionnant en objet « unsubscribe ».



www.world-psi.org
psi@world-psi.org
 +33 (0)4 5040 6464